
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.50911

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

KLAUS-JÜRGEN MÜLLER

ARMÉE ET POLITIQUE EN ALLEMAGNE
DANS LA PREMIÈRE PARTIE DU XX^e SIÈCLE

Essai d'une interprétation historique

André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, écrit dans une analyse rétrospective, à peine un an après la «prise du pouvoir» par les nationaux-socialistes: «Deux institutions, l'armée allemande et le parti national-socialiste, se trouvaient ainsi en présence . . . Il s'agissait de savoir qui, dans le nouvel état allemand, exercerait l'influence prédominante: le parti ou l'armée». ¹ Cette remarque du diplomate français met nettement en évidence la grande importance politique et historique pour l'évolution de l'Etat hitlérien que les observateurs de l'époque ont attribuée à l'armée allemande. Quelques années plus tard, au début de janvier 1937, un mémorandum émanant de milieux conservateurs, qui faisaient la critique du régime en place, fut passé, par voie clandestine, aux dirigeants de l'armée. Il disait entre autres: «C'est l'armée, seule, qui porte la responsabilité des événements à venir. Cette constatation est sans appel. Elle fait l'unanimité des opinions allemande et étrangère.» ²

La question de savoir quel était le rôle de l'armée dans l'Etat hitlérien a été, dès lors, constamment reposée par les observateurs politiques et les historiens. ³ La discussion politique comme les réflexions historiques correspondantes sont déterminées, dans une large mesure, par les idées démocratiques et républicaines provoquant des jugements d'ordre moral. Ces idées sont fondées sur la séparation des sphères militaire et civile. Le principe républicain demande que l'armée soit placée sous le contrôle des politiques et ne constitue qu'un instrument dans la main du gouvernement, qui en est le seul responsable. Aussi, la critique reproche-t-elle essentiellement à l'armée germano-prussienne d'avoir influencé, de façon inadmissible, sur la politique et la société et de partager pour autant la responsabilité de l'avènement du régime hitlérien. Indirectement, les publications apologétiques d'anciens militaires reflètent également une telle perspective d'appréciation en alléguant que l'armée ait été exploitée, dans la poursuite

¹ Documents Diplomatiques Français, Série 1, Vol. V, Nr. 195 (04. 01. 1934).

² Bundesarchiv-Militärarchiv: NL 28/2; cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler, Armee und Nationalsozialistisches Regime 1933-1940*, Stuttgart 1969, p. 133 f.

³ Cf. le compte-rendu de M. GEYER, *Die Geschichte des deutschen Militärs von 1860 bis 1945. Ein Bericht über die Forschungslage (1945-1975)*, in: *Die moderne deutsche Geschichte in der internationalen Forschung, Sonderheft 4 (1978) der Zeitschrift »Geschichte und Gesellschaft«*, hrsg. von H.-U. WEHLER, p. 256-286 et, *Die Wehrmacht der Deutschen Republik ist die Reichswehr, Bemerkungen zur neueren Literatur*, in: *Militär-geschichtliche Mitteilungen Bd. 14 (1973) p. 152-199*. Cf. également: *Handbuch zur deutschen Militärgeschichte*, ed. Militärgeschichtliches Forschungsamt, München 1975 ff.

de leurs buts politiques et militaires, par des criminels irresponsables parvenus à la tête de l'Etat.⁴

Il est évident que ce sont des raisonnements d'ordre politique et moral qui déterminent les arguments de l'accusation aussi bien que ceux de l'apologie. Cela se traduit également par les titres de plusieurs livres traitant de ce sujet, comme par exemple »Crime et Fatalité«, »La Némésis du Pouvoir« ou »Feldmaréchal Keitel – criminel ou officier?«⁵ Cependant, la capacité des critères politiques et moraux de fournir des explications rationnelles ne suffit pas pour permettre à la science de l'histoire d'analyser à fond des faits aussi complexes. Il ne paraît en outre pas raisonnable d'entamer la discussion de ces problèmes sur le plan politique ou moral avant que les historiens n'en aient jeté des bases scientifiques valables. Il est donc nécessaire d'établir un cadre de référence catégoriel nous permettant de situer le phénomène »armée allemande et politique« dans un contexte historique et d'en présenter, par ce biais, une interprétation rationnelle. Comment faut-il imaginer un tel cadre de référence?

Dans la perspective historique il se dégage deux éléments susceptibles d'entrer dans la constitution de l'encadrement recherché: d'une part la tradition féodale de l'Etat militaire de la Prusse⁶ et, d'autre part, l'économie moderne et une industrialisation massive avec ses conséquences sociales. Depuis la fin du XIX^e siècle au plus tard, ces deux éléments ont exercé une influence décisive sur l'histoire politique de l'armée allemande, histoire qui est le reflet du caractère spécifique de l'Etat national allemand et de son évolution. D'une manière très simplifiée, l'Etat national allemand de la fin du XIX^e siècle peut être défini comme un Etat marqué par une industrie dynamique, mais fondé et dirigé par une élite préindustrielle;⁷ ceux qui, en raison de leur situation économique ou de leur éducation et culture représentaient la grande bourgeoisie ou, moins, la classe montante, se sont alors adaptés, dans une large mesure, aux orientations politiques et sociales ainsi qu'aux intérêts socio-économiques de cette élite traditionnelle. Par contre, d'autres couches sociales de cet Etat national inachevé restaient pratiquement exclues des décisions fondamentales prises dans les domaines

⁴ Quant aux mémoires des anciens militaires cf.: G. BREIT, *Das Staats- und Gesellschaftsbild deutscher Generale beider Weltkriege im Spiegel ihrer Memoiren*, Boppard a. Rh., 1973 (= *Wehrwissenschaftliche Forschungen*, Abt. 1: *Militär-geschichtliche Studien* 17).

⁵ Cf. par exemple H. FOERTSCH, *Schuld und Verhängnis. Die Fritsch-Krise im Frühjahr 1938 als Wendepunkt in der Geschichte der nationalsozialistischen Zeit*, Stuttgart 1951; J. WHEELER-BENNETT, *The Nemesis of Power, The German Army in Politics 1918–1945*, London/New York 1956 u. ö.; S. WESTPHAL, *Heer in Fesseln. Aus den Papieren des Stabschefs von Rommel, Kesselring und Rundstedt*, Bonn 1950; A. HEUSINGER, *Befehl im Widerstreit, Schicksalsjahre der deutschen Armee 1923–1945*, Tübingen/Stuttgart 1950; W. GÖRLITZ (Hrsg.), *Generalfeldmarschall Keitel, Verbrecher oder Offizier? Erinnerungen, Briefe, Dokumente des Chefs OKW*, Göttingen, Berlin/Frankfurt a. M. 1961; C. SIEWERT, *Schuldig? Die Generale unter Hitler, Stellung und Einfluß der hohen militärischen Führer im nationalsozialistischen Staat. Das Maß ihrer Verantwortung und Schuld*, Bad Nauheim 1968.

⁶ Cf. M. MESSERSCHMIDT, *Werden und Prägung des deutschen Offizierkorps*, in: *Offiziere im Bild von Dokumenten aus drei Jahrhunderten*, Stuttgart 1964 et K. DEMETER, *Das deutsche Offizierskorps in Gesellschaft und Staat 1650–1945*, Frankfurt a. M. 1962.

⁷ Sur cette question cf. H.-U. WEHLER, *Das Deutsche Kaiserreich 1871–1918*, Göttingen 1973, 1975, et le compte-rendu de Th. NIPPERDEY, *Wehlers »Kaiserreich«. Eine kritische Auseinandersetzung*, dans: *Geschichte und Gesellschaft* 1 (1975), p. 539–560 et H. G. ZMARZLIK, *Das Kaiserreich in neuer Sicht?*, dans: *Historische Zeitschrift*, t. 222 (1976), p. 105–126.

politique et social.⁸ Cela était vrai non seulement pour les minorités nationales, telles que les Danois, les Polonais ou encore les Alsaciens-Lorrains, mais aussi et surtout pour certains groupes sociaux, comme les travailleurs et – au moins temporairement – pour une grande partie de la population catholique. Il ressort de là un des problèmes essentiels posés au nouvel Empire allemand : celui de l'intégration. C'est parce que la fondation de l'Etat national allemand coïncidait approximativement avec ce que l'on a appelé la «révolution industrielle» en Allemagne, que ce problème avait pris un caractère aussi grave. Le jeune Empire se trouvait devant la double tâche d'intégrer dans un Etat national, d'une part, les pays allemands avec la diversité de leur passé historique et, d'autre part, les élites nouvelles ainsi que les couches sociales nées de l'industrialisation ou évoluant avec celle-ci. En outre, il fallait apaiser les conflits d'intérêts opposant les groupements sociaux au fur et à mesure que se développait l'Etat industriel. Les entraves à l'œuvre d'intégration étaient donc un des grands problèmes structuraux, sinon le problème fondamental, de l'Etat germano-prussien dit national. Aucune des tentatives entreprises avant la première guerre mondiale en vue d'une intégration secondaire n'avait abouti à la solution globale de ces problèmes ; ceux-ci devaient rester en permanence de dilemme structural du Reich.⁹

De ce fait, les problèmes de l'intégration ont marqué aussi l'évolution historique de l'armée germano-prussienne. Celle-ci était, aux termes de la Constitution, une «armée fondée sur le service militaire obligatoire» (*Armee der Allgemeinen Wehrpflicht*). Elle était cependant commandée par un corps d'officiers qui voulait être non seulement une élite professionnelle, mais encore – et surtout – une élite politico-sociale.¹⁰ Il incarne par excellence les traditions militaires de la Prusse et les cadres de l'Etat issus, avant l'ère industrielle, de la caste des junkers. Cela se manifestait par une position privilégiée, quasi-autonome, – une autonomie garantie par la monarchie comme par un pacte de fidélité réciproque –, qu'occupait le pouvoir militaire vis-à-vis du gouvernement. Ce dualisme des pouvoirs militaire et politico-administratif, levé uniquement par le monarque en tant qu'institution, constituait un héritage de la monarchie militaire de l'ancienne Prusse, dont on ne saurait surestimer l'importance historique pour l'évolution de l'Etat germano-prussien.¹¹ La place à part que tenait dans l'Etat le corps d'officiers, non seulement symbolisait son statut d'élite, mais encore elle marquait, même après la chute de la monarchie, la prise de conscience des militaires et, avant tout, leurs rapports avec l'Etat et la société. Ainsi, le corps des officiers était soumis, plus que tout autre, aux tensions dues au dilemme structural de

⁸ Cf. Th. SCHIEDER, *Das deutsche Kaiserreich von 1871 als Nationalstaat*, Köln und Opladen 1961 ; H.-U. WEHLER, *Krisenherde des Kaiserreiches 1871–1918, Studien zur deutschen Sozial- und Verfassungsgeschichte*, Köln 1970. Egalement important : W. SAUER, *Das Problem des deutschen Nationalstaates*, in : *Probleme der Reichsgründungszeit 1848–1879*, éd. H. BÖHME, Köln 1968.

⁹ Cf. *Reichsgründung 1870/71. Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*, éd. Th. SCHIEDER et E. DEUERLEIN, Stuttgart 1970 ; *Das kaiserliche Deutschland. Politik und Gesellschaft 1870–1918*, éd. M. STÜRMER, Düsseldorf 1970 et H. U. WEHLER, *Krisenherde des Kaiserreiches*, p. 137.

¹⁰ Cf. note 6 et M. MESSERSCHMIDT, *Militär und Politik in der Bismarckzeit und im Wilhelminischen Deutschland*, Darmstadt 1975 (= *Erträge der Forschung*, t. 43) ; M. KITCHEN, *The German Officer Corps 1890–1914*, Oxford 1973 ; quant à la Marine Impériale : H. H. HERWIG, *The German Naval Officer Corps. A Social and Political History*, Oxford 1973.

¹¹ Le meilleur précis sur cette question est M. MESSERSCHMIDT, *Militär und Politik in der Bismarckzeit und im Wilhelminischen Deutschland* (cf. note 10).

l'Etat national allemand. Les problèmes de l'intégration, mentionnés plus haut, touchaient en effet la base de légitimation des cadres officiers tant sur le plan professionnel que sur le plan politico-social.

Si la question de l'intégration était un des deux facteurs essentiels déterminant l'évolution historique de l'armée allemande, l'autre était constitué par la mécanisation croissante de la guerre et de la vie militaire.¹² Le développement technologique, avec l'industrialisation de l'économie qu'il entraînait, avait révolutionné les moyens militaires ainsi que la conduite de la guerre.

D'un côté, le recours à la force militaire pour atteindre des objectifs politiques pouvait devenir prohibitif, en principe, à partir d'un certain point de l'évolution, à savoir au moment où il serait impossible, en raison de l'immense augmentation de son pouvoir destructif, d'exercer un contrôle efficace sur cette force militaire; d'un autre côté, les tactiques modernes exigeaient que l'économie et la société fussent mises de plus en plus au service de la guerre. Ainsi la guerre et la vie militaire étaient devenus des phénomènes intervenant dans la société tout entière. Ce problème général était, en principe, commun à toutes les grandes puissances industrialisées. Il prit cependant une importance accrue pour l'Etat germano-prussien. Le corps d'officiers de ce dernier, qui devait affronter déjà la question fatale de l'intégration, se trouva alors accablé, en même temps, de ces problèmes industriels et technologiques.

En réalité, cela signifiait pour le corps des officiers un double défi: élite à la fois professionnelle et politico-sociale, il devait assurer, d'une part, une préparation et conduite optimales de la guerre, dans les conditions créées par une économie industrialisée grâce au progrès technologique: une tâche particulièrement difficile, compte tenu de ce dilemme structural devant lequel se trouvait l'Etat allemand; d'autre part, c'était précisément ce trait caractéristique de la guerre moderne – l'obligation de faire appel à la société entière – qui compromettait le professionnalisme de l'élite militaire. Dorénavant, dans une guerre totale, l'expert militaire ne pouvait plus revendiquer, par principe, la compétence exclusive en tant que l'unique professionnel intéressé. Par là, la position du corps des officiers en tant qu'élite politique et sociale, c'est à dire une partie constituante du système régnant, était également mise en cause. Parallèlement, ce phénomène de l'industrialisation et de la mécanisation croissante du secteur militaire détruisit l'homogénéité de l'élite militaire. La complexité de plus en plus accentuée de l'appareil militaire demanda une différenciation et une spécialisation des fonctions au sein du corps des officiers qui dans sa qualité de caste aristocratique de guerriers avait présenté jusqu' alors une parfaite uniformité interne.

La première guerre mondiale démontra pour la première fois l'importance décisive des deux facteurs historiques cités plus haut, à savoir les problèmes de l'intégration et l'industrialisation technologique posés à l'entité militaire: l'effondrement de l'Etat germano-prussien fit apparaître que l'élite traditionnelle au pouvoir n'avait pas réussi à résoudre le problème de l'intégration. Il s'avéra, en même temps, combien la solidarité du corps d'officiers était menacée par une guerre utilisant des moyens technologiques et industriels.

¹² Cf. M. GEYER, *Aufrüstung oder Sicherheit. Die Reichswehr und die Krise der Machtpolitik 1924–1936*, Wiesbaden 1979 et du même auteur: *Der zur Organisation erhobene Burgfrieden*, dans K.-J. MÜLLER et E. OPITZ (Edit.), *Militär und Militarismus in der Weimarer Republik*, Düsseldorf 1978, p. 15–100.

L'homogénéité sociale et fonctionnelle du corps des officiers ne résistait pas aux exigences de la guerre moderne: d'une part, des tâches de planification et d'orientation, «civiles» à proprement parler, devaient être prises en charge par des militaires de carrière tandis que, d'autre part, des non-professionnels, les officiers de réserve, se voyaient confier des tâches militaires d'une grande envergure. La réorganisation, après 1918, de la politique et de l'Etat n'a nullement réglé les problèmes provoquant le double défi séculaire. Pour les cadres militaires traditionnels, qui, en fin de compte, savaient défendre leurs positions héritées aussi sous le régime parlementaire et républicain, le problème de l'intégration s'était même aggravé à plus d'un égard. Le défi constitué par les bouleversements technologiques et économiques ne s'était pas atténué non plus. Cette double provocation présentait l'élément primordial du cadre de référence dans lequel il faut inscrire l'évolution historique complexe que devait prendre par la suite l'armée allemande et, en particulier, sa rencontre avec le national-socialisme.¹³

Permettez-moi de tracer, dans ce qui suit, les grandes lignes de cette évolution historique en la situant dans le contexte que je viens d'exposer. Et je voudrais le faire en soutenant cinq thèses.

Au grand défi qu'était pour eux la guerre, la défaite et la décadence de la monarchie, les militaires allemands ont répondu – voici ma première thèse – en se cramponnant fermement aux éléments essentiels de leur existence historique. C'était là leur façon propre de réagir au problème de légitimation qui se posa, après 1918, avec une acuité particulière en raison de la situation changée dans le domaine politique et qui consistait à justifier leur prétention, toujours soutenue, de rester une élite non seulement professionnelle, mais aussi politique et sociale.

En apparence, ce problème s'effaça, dans les premières années après les hostilités de 1914–1918, devant la discussion, au sein du corps des officiers, de la question de savoir quelle attitude il fallait prendre vis-à-vis de la révolution et de la République. Les partisans parmi les cadres officiers d'une politique de restauration firent naufrage en 1920 avec l'échec du Putsch Kapp-Lüttwitz;¹⁴ la fraction nationale-révolutionnaire, qui se manifesta dans certains corps francs, ne sut s'imposer du fait de l'éparpillement de ses forces et de la consolidation relativement rapide de la République; plusieurs de ses représentants se retrouveront plus tard aux formations paramilitaires connues sous le sigle S. A. (Sturm-Abteilung – section d'assaut) et S. S. (Schutz-Staffel – échelon de protection).¹⁵ Une troisième tendance enfin, celle de l'«attentisme» préconisé par le général von Seeckt, l'emporta.¹⁶

¹³ Il ne s'agit donc pas d'une interprétation monocausale comme il est le cas de l'interprétation reposant uniquement sur l'idée de l'industrialisation de la guerre (cf. les travaux de M. GEYER cités dans la note précédente).

¹⁴ Cf. J. ERGER, *Der Kapp-Lüttwitz-Putsch. Ein Beitrag zur deutschen Innenpolitik*, Düsseldorf 1967 ainsi que H. J. KOCH, *Der deutsche Bürgerkrieg*, Berlin 1978.

¹⁵ Cf. B. WEGNER, *Das Führerkorps der Waffen-SS. Studien zu Leitbild, Struktur und Funktion einer nationalsozialistischen Herrschaftselite*, Thèse de doctorat, Université de Hambourg 1980; R. BESSEL, *The SA in the Eastern Regions of Germany*, Thèse de doctorat Oxford 1980 et du même auteur: *Militarismus im innerpolitischen Leben der Weimarer Republik. Von den Freikorps zur SA* (MÜLLER-OPITZ, *Militär und Militarismus*, (voir note 12), p. 193–222).

¹⁶ Sur le général von Seeckt cf. H. MEIER-WELCKER, *Seeckt*, Frankfurt a. M. 1967.

Derrière cette discussion se cachait toujours le problème de la légitimation, pour lequel chacune des trois fractions cherchait à proposer une solution différente. Les partisans de la restauration voulaient rétablir le statu quo ante; le mouvement national et révolutionnaire aspirait à réaliser, dans un contexte de structures politiques et sociales alternatives, l'idéal du «soldat politique» qui devait réunir en sa personne le professionnalisme militaire et les qualités d'un dirigeant politique. Par contre, l'«attentisme» du général von Seeckt tentait de s'accrocher, même dans les nouvelles conditions politiques régnant dans les domaines politique et militaire, à la double prétention traditionnelle du corps des officiers; celle d'être une élite dirigeante tant sur le plan professio-militaire que sur le plan politique et social. L'orientation de la Reichswehr, sous l'influence de von Seeckt, vers l'idéal abstrait d'un Etat se dégageant de la République concrète n'était autre chose qu'une tentative de sauvegarder, aussi vis-à-vis du régime parlementaire, l'autonomie traditionnelle de l'élite militaire.¹⁷

En défendant ces prétentions politiques, les cadres militaires essayaient de survivre aux bouleversements de la politique et de l'Etat des années 1918/1919 et d'échapper en même temps à la mise en question du professionnalisme militaire par la guerre moderne. Le dualisme de la direction politique et du commandement militaire, manifestation classique de la tradition des militaires allemands en tant qu'élite politique, se poursuivit même après 1918, toutefois dans des circonstances changées. La position privilégiée qu'occupait dans le cabinet le ministre de la Reichswehr en était une expression symptomatique. C'était précisément le phénomène de la guerre moderne, touchant la société tout entière, qui fournit de nouvelles justifications à la revendication politique de l'élite militaire de participer aux responsabilités de la gestion de l'Etat. Un corps d'officiers se considérant essentiellement comme une élite politique était évidemment en droit de demander, à l'époque de la guerre totale technico-industrielle, une participation substantielle à la direction politique de la nation. Si les cadres officiers s'étaient tenus uniquement pour une élite professionnelle, la guerre moderne les aurait engloutis. En effet, celle-ci n'était plus le fait des seuls militaires de carrière; l'ensemble de la société y devait participer et en aurait à subir les suites fâcheuses. Cependant, la tradition politique de l'élite germano-prussienne a empêché que l'existence des militaires ne fût, par principe, mise en cause étant donné les aspects de la guerre moderne. C'était précisément l'absence, dans la guerre moderne, d'une division de travail entre civils et militaires qui fournit aux cadres militaires, paradoxalement par suite de cette tradition, l'argument capital sur lequel s'appuyait leur aspiration à co-gérer les affaires politiques.

Cette constatation est fondée sur plusieurs symptômes qui s'étaient déclarés à l'époque. La réduction fonctionnelle et sociale effectuée au sein du corps des officiers de la Reichswehr était significative dans ce contexte. Une des causes de cette réduction résidait dans l'effort fait pour rétablir l'homogénéité du corps. Celle-ci, désagrégée du fait de la guerre, était une condition sine qua non pour revaloriser le statut d'élite des officiers. C'est ainsi que la structure sociale du corps des officiers de la Reichswehr reflétait dans une plus large mesure que l'armée de l'Empire et beaucoup plus encore que celle de la première guerre mondiale la prédominance des anciennes élites issues de

¹⁷ Cf. F. L. CARSTEN, *Reichswehr und Politik 1918-1933*, Köln-Berlin 1965.

la noblesse et de la bourgeoisie. Ce qui était frappant, c'était la tendance accentuée à l'autorecrutement: si la part des fils d'officiers parmi les élèves-officiers s'était réduite à 28% pendant la période comprise entre 1880 et 1913, leur nombre augmenta entre 1926 et 1930 pour atteindre 55%.¹⁸ Bien qu'un nouveau type d'officier fût né dans les batailles de matériel de la première guerre mondiale – Ernst Jünger, Walter Flex et d'autres écrivains l'ont décrit dans leurs œuvres littéraires – la Reichswehr fut organisée et commandée par des officiers qui étaient sortis pour la plupart de la garde prussienne – en partie même d'un certain régiment de garde – et qui, sauf quelques rares exceptions, avaient été membres de l'état-major général.¹⁹ Le type du pur »guerrier« ainsi que celui du »soldat politique« n'avait aucune chance d'accéder aux cadres de la Reichswehr.

En outre, ni la défaite ni la révolution n'avaient entraîné des modifications substantielles pour ce qui est des objectifs de principe visés par l'élite militaire. Au contraire, ces objectifs se dessinaient même plus clairement: sur le plan de la politique extérieure, on aspirait à reconstituer le Reich allemand en grande puissance, donc à réorganiser l'Europe fixée par le traité de Versailles.

Certes, il y avait parmi les dirigeants militaires des divergences d'ordre méthodique et tactique sur la question de savoir dans quelles conditions une telle restructuration était possible et comment il fallait la mener à bien; par contre, l'orientation générale faisait l'unanimité. L'accord régnait également sur la nécessité de saisir toute occasion qui s'offrait pour arriver à ces fins. Il va de soi que l'empressement des représentants de l'élite militaire à supporter les risques liés à une modification éventuelle de l'équilibre des puissances en Europe variait considérablement, étant donné que parmi ces représentants se trouvaient des personnalités profondément contrastantes, telles que Groener, Blomberg et Beck; il n'en est pas moins vrai qu'ils étaient tous d'accord sur le principe. La directive de Groener d'avril 1930 sur les »tâches de la Wehrmacht« ainsi que celle donnée par Blomberg en été 1937 portant sur »l'harmonisation des préparatifs de guerre à effectuer par la Wehrmacht«, laisse entrevoir l'intention de recourir à la force militaire – malgré la faiblesse relative de l'armée – en vue de faire valoir les aspirations de l'Allemagne à une position de grande puissance, pour peu qu'il se présente une situation favorable sur le plan de la politique étrangère. Un engagement offensif de la Reichswehr n'était pas exclu, si le risque restait calculable. Ce fut aussi l'opinion exprimée par le général Beck avec quelques réserves dans les années trente.

¹⁸ Chiffres tirés de D. BALD, *Sozialgeschichte und Rekrutierung des deutschen Offizierskorps von der Reichsgründung bis zur Gegenwart*, München 1977 (= Schriftenreihe Innere Führung, vol. 29); cf. H. HÜRTE, *Das Offizierkorps des Reichsheeres*, dans: H. H. HOFMANN (Edit.), *Das deutsche Offizierskorps 1860–1960*, Boppard 1980, p. 231–245. Le pourcentage des descendants de l'élite traditionnelle (officiers de carrière, hauts fonctionnaires, propriétaires des domaines) monte jusqu'à 92%. Pour un phénomène analogue dans la France de Vichy cf. R. O. PAXTON, *Parades and Politics at Vichy. The French Officer Corps under Marshal Pétain*, Princeton 1966, p. 414 f.: l'Armée de l'Armistice avait une plus grande portion des officiers issus des »Grandes Ecoles« – St. Cyr, Polytechnique etc. – que l'armée française de 1938. Des sortis du rang, des officiers réactivés, des franc-maçons et des juifs parmi les officiers ont été systématiquement éliminés au cours de cette période.

¹⁹ F. HOSSBACH, *Zwischen Wehrmacht und Hitler*, Wolfenbüttel 1949, p. 162–167: entre 1934 et 1938 tous les vingt-huit généraux supérieurs étaient, à l'exception de deux, issus de l'Etat-Major Général, auquel ils appartenaient au cours de la première guerre mondiale. Quinze d'entre eux appartenaient à la noblesse.

Cela révèle nettement la continuité d'une politique de grande puissance appuyée sur la force militaire.²⁰

Dans le domaine intérieur, un Etat autoritaire était l'idéal que les militaires cherchaient à réaliser. Il serait plus aisé de stabiliser la position dominante des élites traditionnelles sous un régime autoritaire qu'il ne le serait sous un régime parlementaire. En plus, il répondrait sans doute le mieux aux exigences de la « guerre technico-industrielle » des temps modernes. Sur ce point, malgré toutes les divergences d'opinions quant aux détails, on pouvait noter, après 1918, une continuité très nette de l'orientation des idées politiques dont les militaires étaient imbus. Il y a un fil conducteur partant des idées bien connues que von Seeckt se faisait de la réforme de l'Etat et du rôle de l'armée dans l'Etat et passant directement à la phrase de Groener selon laquelle, dans les affaires politiques de l'Allemagne, « on ne pouvait plus déplacer une pierre à bâtir sans que la Reichswehr ne donnât son avis et que son mot ne fît pencher la balance. »²¹ Dans ce contexte, on note une connexion étroite entre les objectifs de la politique intérieure et ceux de la politique extérieure: Seeckt par exemple proposa au ministre de l'intérieur du Reich, dans un mémorandum de principe en date du 29 décembre 1923, d'utiliser contre les pays allemands (Länder) la possibilité de proclamer l'état de siège pour effectuer une réorganisation interne du Reich dans le sens d'un système centraliste et autoritaire; il poursuivit alors en faisant nettement allusion aux implications pour le domaine de la politique extérieure: « Il s'agit au fond du grand problème de l'Allemagne: si nous voulons pratiquer une politique de force, il nous faudra éviter la marche à vide dans tous les secteurs – cette politique est particulièrement importante en raison de l'organisation fédérative du Reich (quelque 90 ministres et plus de 2 100 députés) . . . »²² Près de six ans plus tard, ce fut le général et ministre von Schleicher qui dit que « la Wehrmacht . . . (devait) sauvegarder son rôle éminent et décisif pour l'évolution future dans les domaines intérieur et extérieur. »²³ Tous ces généraux et ministres exerçant le commandement militaire et la direction politique de la Reichswehr poursuivaient, malgré des différences quant au choix des tâches prioritaires, ces deux objectifs politiques restés essentiellement constants: d'abord, participer au pouvoir politique par une coopération aux décisions capitales, ensuite, imposer au monde une politique de grande puissance de l'Allemagne s'appuyant sur la force militaire.

²⁰ La directive de Groener: Bundesarchiv-Militärarchiv PG 34072; (cf. également G. POST jr., *The Civil-Military Fabric of Weimar Foreign Policy*, Princeton 1973, p. 196 ff. et GEYER, *Aufrüstung oder Sicherheit* (voir note 12) p. 215 ff.) et celle de Blomberg: IMT XXXIV, Dokument 175-C; (cf. D. C. WATT, *Too serious a Business. Europeans armed forces and the approach to the Second World War*, Berkeley and Los Angeles 1975, p. 107 ff. Ainsi que K.-J. MÜLLER, *General Ludwig Beck. Studien und Dokumente zur politisch-militärischen Vorstellungswelt und Tätigkeit des Generalstabschefs des deutschen Heeres 1933–1938*, Boppard 1980.

²¹ Cité par T. VOGELANG, *Neue Dokumente zur Geschichte der Reichswehr 1930–1933*, in: *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 2 (1954) p. 409.

²² Cité par H. HÜRTEIN, *Reichswehr und Ausnahmezustand. Ein Beitrag zur Verfassungsproblematik der Weimarer Republik in ihrem ersten Jahrfünft*, in: *Rheinisch-Westfälische Akademie der Wissenschaften*, G 222, Opladen 1977, p. 47, Une version abrégée dans: *Die Kabinette Marx I und II* (= Akten der Reichskanzlei, Weimarer Republik, K. D. Erdmann und H. Booms), bearbeitet von G. ABRAMOWSKI, Boppard 1973, p. 176 f.

²³ Cité par F. L. CARSTEN, *Reichswehr und Politik 1918–1933*, Köln–Berlin 1964, S. 336.

Cependant, vers la fin de la République de Weimar, il devint de plus en plus évident que ces aspirations politiques avaient mené la Reichswehr dans une impasse. Il s'avéra de nouveau que le vieux problème de l'intégration n'avait pas été résolu: sous le poids des séquelles de la guerre et de la crise économique, il redevint d'une brûlante actualité.

En insistant sur leur statut d'élite politique comportant le droit de développer et de faire respecter des programmes politiques, les dirigeants de la Reichswehr risquaient d'être embarqués dans la polarisation toujours plus accentuée de la politique intérieure. En face du contexte politique, les militaires responsables avaient rapidement compris qu'il serait impossible de poursuivre leurs ambitions politiques, au risque de s'engager dans une épreuve de force contre des fractions importantes de la nation et de se diriger contre certaines couches de la population qui étaient attachées à celles-ci par leurs intérêts et par leur situation sociale.²⁴ En outre, il paraissait de plus en plus difficile de maintenir la solidarité au sein du corps des officiers. Si von Seeckt avait autrefois conservé d'une main ferme l'accord entre les officiers, la méthode de la répression interne perdait apparemment son efficacité dans la mesure où diminuait la force d'intégration de l'idéologie de l'«Etat dans l'Etat». Le complot politique de quelques jeunes officiers d'un régiment d'artillerie tenant garnison à Ulm, qui leur valut un procès pour haute trahison et une condamnation par la Cour suprême (Reichsgericht), constituait un symptôme inquiétant.²⁵ L'agitation de ces sous-lieutenants n'était pas une simple expression de l'activisme des jeunes ou de l'opposition, fort discutée à cette époque, entre les «généraux-bureaucrates» de Berlin et les troupiers; cet incident laissait plutôt apparaître en filigrane une conception alternative, bien confuse pourtant, du rôle de l'officier en tant que «soldat politique», proche du peuple et voué à la «révolution nationale». Or, cette conception nouvelle n'était pas seulement le ferment virtuel de la désagrégation, elle aurait sans aucun doute engagé l'armée dans l'affrontement des forces politiques sur le plan intérieur.

Les chefs de la Reichswehr se rendaient compte, de plus en plus, de ce qu'un fossé inquiétant se creusait entre leurs aspirations politiques et leur capacité de les concrétiser. De nouveau le problème de l'intégration, toujours en suspens, se fit donc jour. Non seulement les élites traditionnelles avaient perdu progressivement la base supportée par le peuple, mais encore elles ne détenaient plus, sous la République, les moyens de stabilisation dont elles avaient encore disposé sous l'Empire.

Dans cette situation, le général von Schleicher tenta de créer une nouvelle base par un pacte politique avec les syndicats et la prétendue aile gauche des nationaux-socialistes dirigée par Strasser; il essaya encore de rendre à l'armée des fondements sociaux par son projet d'éducation civique de la jeunesse, à organiser par les militaires. Par ce biais, il voulait épargner à la Reichswehr la lutte ouverte pour arriver au pouvoir

²⁴ Cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler, Armee und nationalsozialistisches Regime 1933-1940*, Stuttgart 1969, p. 20-34.

²⁵ P. BUCHER, *Der Reichswehrprozess. Der Hochverrat der Ulmer Reichswehroffiziere 1929/30*, Boppard 1967 (= *Wehrwissenschaftliche Forschungen, Abteilung Militärgeschichtliche Studien*, vol. 6). Cf. Les mémoires d'un des inculpés: R. SCHERINGER, *Das große Los unter Soldaten, Bauern und Rebellen*, Hamburg 1959; Scheringer devenait plus tard communiste, tandis qu'un autre des inculpés, Ludin, est devenu un des dirigeants de la SA.

dans l'Etat. Mais Schleicher essuya un échec.²⁶ Cette situation de cul-de-sac dans la politique intérieure fut encore aggravée par le fait que l'armée se trouva à ce moment devant l'obligation de prendre, sur le plan de la politique militaire, des décisions fondamentales d'une grande portée dans les domaines intérieur et extérieur. En 1932, les chefs politiques et militaires de la Reichswehr se proposèrent un vaste programme d'armement, le problème fondamental étant celui des effectifs.²⁷ Les classes d'âge ayant reçu une instruction militaire ne suffiraient plus, à partir de 1931, pour satisfaire aux besoins des forces armées qui – selon le programme – devraient comporter 21 divisions. Les solutions prises en considération touchaient tant au problème crucial d'une révision du traité de Versailles qu'au système militaire à adopter (on pensait par exemple à compléter l'armée de métier par un système de milices, etc.). C'était ainsi qu'était reposée la question de principe relative à une politique de grande puissance de l'Allemagne dans le domaine extérieur, aussi bien que celle du pouvoir politique qu'exercerait l'élite militaire.

Il y eut donc à nouveau un rapport étroit entre le problème de l'intégration politique et sociale et celui des moyens et possibilités de pratiquer une politique de force militaire à l'âge de la « guerre technico-industrielle ». Ce syndrome de problèmes marqua dans une large mesure le contexte politique permettant à l'hitlerisme d'accéder au pouvoir gouvernemental.

Dans cette perspective historique, une deuxième thèse peut être avancée: le gouvernement de Hitler fut formé, en janvier 1933, sur la base d'une « entente » entre certains groupes des élites traditionnelles et les dirigeants du mouvement hitlérien, la Reichswehr jouant un rôle particulier au sein de cette « entente ».

Tous les participants espéraient trouver dans cette alliance surtout des avantages pour eux-mêmes. Il manquait aux vieilles élites l'assise sociale leur permettant de sauvegarder leur position traditionnelle et de réaliser leurs buts politiques. Or Hitler – paraissait-il – était en mesure de leur fournir la base nécessaire, ancrée dans le peuple, et de résoudre par là le problème de l'intégration. Les nationaux-socialistes par contre n'avaient pas réussi jusqu'alors à arriver au pouvoir sans aide: l'impossibilité d'un coup d'Etat s'était montrée le 9 novembre 1923; les élections de septembre 1932 avaient révélé la vanité des espoirs de s'emparer du pouvoir par une majorité parlementaire. Certes, Hitler avait été porté par le mouvement de masse jusqu'au seuil du pouvoir, mais seul les élites traditionnelles pouvaient l'aider à le franchir.

Elles seules, qui étaient toujours aux leviers de commande de l'appareil du pouvoir, étaient capables de lui procurer une part du pouvoir. Dans cet état de choses, un rôle-clé spécial revenait à l'armée. Elle occupait une position privilégiée. Le Président de la République, le Maréchal von Hindenburg, était son commandant en chef, dont les

²⁶ Sur Schleicher cf. l'étude de A. HILLGRUBER, *Militarismus am Ende der Weimarer Republik und im Dritten Reich*, publiée dans son livre *Großmachtpolitik und Militarismus* (voir note 55) p. 37 ff. Egalement cf. M. GEYER, *Aufrüstung oder Sicherheit*, op. cit.; J. R. NOWAK, *Kurt v. Schleicher – Soldat zwischen den Fronten*, Thèse de Doctorat, Würzburg 1969; T. VOGELANG, *Reichswehr, Staat und NSDAP*. Stuttgart 1963 et du même auteur: *Kurt v. Schleicher*, Göttingen 1965 (= *Persönlichkeit und Geschichte* vol. 39).

²⁷ Cf. GEYER, *Aufrüstung oder Sicherheit* (voir note 12) et W. DEIST, *Die Aufrüstung der Wehrmacht*, in: *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Band 1, publié par le Militärgeschichtliches Forschungsamt, Stuttgart 1979, p. 387–399.

prérogatives étaient à l'abri de toute atteinte éventuelle portée par le mouvement national-socialiste. Hindenburg nomma ministre de la guerre un officier de sa confiance, le général von Blomberg; Hitler ne pouvait choisir de son propre chef l'homme qui occuperait ce poste dans son cabinet. Bien plus: il devait même promettre de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires de l'armée. Il s'agissait dans ce cas non seulement d'un acte de prudence politique, on y respectait à la fois le principe du dualisme politique et militaire: les composants militaire et politique de l'Etat devaient, pour ainsi dire, coexister dans un esprit d'indépendance et ne trouver leur union qu'en la personne du «monarque remplaçant» qu'était Hindenburg. Hitler s'est approprié avec son habileté psychologique l'idée de ce dualisme traditionnel en soulignant de son côté que le nouveau Reich reposait sur «deux piliers»: l'armée et le parti. Cette «théorie des deux piliers» a produit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'armée, un effet politique et psychologique en faveur d'Hitler que l'on ne saurait surestimer.²⁸

A cette époque, l'armée non seulement paraissait être une force politique capable de contrebalancer les masses concrétisant le mouvement hitlérien, mais encore elle se présentait de nouveau comme un facteur politique à part. De ce fait, la grande majorité des officiers approuvait – paraît-il – en dépit de maintes réserves secondaires, cette «coalition nationale» du cabinet de Hitler. Le nouveau régime semblait avoir trouvé le moyen de réaliser ce dont les élites traditionnelles ne se croyaient plus capables: l'intégration dans un esprit nationaliste de la majorité écrasante de la nation et l'oppression du reste. D'abord, cette solution permettait à la Reichswehr d'éviter, dans le domaine intérieur, la lutte pour le pouvoir, tant redoutée. Ensuite, l'intégration de la nation sous le gouvernement de Hitler semblait créer les conditions nécessaires pour apporter une solution optimale aux problèmes soulevés par la «guerre totale» de l'époque industrielle. Enfin, le corps des officiers était en droit de supposer que le rôle dominant de l'armée était assuré par la rénovation prétendue des fondements du pouvoir politique que lui conférait sa position quasi-autonome. C'est ainsi que, sur le plan intérieur, la conjoncture paraissait telle que l'on pouvait procéder à la réalisation des objectifs visés par une politique de force dans le domaine extérieur.

Pour ces raisons, les nouveaux chefs de la Reichswehr ont assisté Hitler dans la consolidation du nouveau régime en gardant une «neutralité» bienveillante à le voir supprimer d'abord la gauche politique, puis éliminer les partis bourgeois et centraliser la structure politique et administrative du Reich, réalisant de cette façon – en apparence – l'idéal politique d'un Etat autoritaire. L'armée semblait avoir affermi sa position politique privilégiée, mais elle était en même temps dispensée de créer l'assise politique et sociale de cette situation, tâche d'ailleurs trop lourde pour elle.²⁹

Une troisième thèse est donc: contrairement à une opinion exprimée occasionnellement, il faut constater qu'il n'y pas avait alors parmi les dirigeants militaires de dissensions quant au principe d'une entente avec Hitler. Des divergences s'élevèrent pourtant au sujet de la mise en œuvre de celle-ci.³⁰ Il y eut, sur ce point, à partir de

²⁸ Quant à la «théorie des deux piliers» cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) Ch. II; M. MESSERSCHMIDT, *Die Wehrmacht im NS-Staat. Zeit der Indoktrination*, Hamburg 1969, Ch. I et II.

²⁹ Cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) chap. II.

³⁰ Quant à cette thèse cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) chap. II-V et M. MESSERSCHMIDT, *Wehrmacht im NS-Staat* (voir note 28) chap. II et III.

1934/35, des explications parfois très violentes entre le Haut Commandement de l'Armée de Terre représentée par le général von Fritsch et son chef d'Etat-Major le Général Beck d'une part et le commandement de la Wehrmacht sous les ordres du ministre de Guerre, le général von Blomberg, et son conseiller politique, le général von Reichenau, d'autre part. Le Haut Commandement de l'Armée de Terre penchait à donner une définition plutôt restrictive de la coalition avec les nationaux-socialistes. Il croyait mieux servir les intérêts de la vieille élite militaire en s'efforçant de conserver dans la mesure du possible, même sous le nouveau régime, les valeurs traditionnelles et conservatrices de l'ancien Etat germano-prussien. Dans cet ordre d'idées, le rôle que le commandant en chef de l'Armée de Terre, le général von Fritsch, croyait devoir assumer, était celui d'un « médiateur entre le passé et le présent ». Un de ses intimes collaborateurs, le général Hoßbach, écrivit que « le général s'était laissé guider par l'idée d'organiser l'armée sur les bases saines du passé et de l'adapter au nouvel esprit du Troisième Reich. »³¹ Fritsch émit donc plusieurs ordres et directives où il joignit aux affirmations de sa loyauté envers le nouveau régime l'éloge des valeurs éprouvées de la tradition prussienne. Il ne contesta nullement le caractère national-socialiste de l'Etat. Mais seule la sauvegarde des valeurs traditionnelles lui semblait fournir la garantie définitive d'une position stable de l'élite militaire dans le nouvel Etat.

La politique de Fritsch était la version restrictive, décidément conservatrice, de la coopération entre les cadres militaires et les nationaux-socialistes, mais c'était – répétons-le – une coopération délibérée. L'attitude du ministre de la guerre et du général von Reichenau était toute différente:³² ils s'étaient proposé de réaliser cette coopération ou collaboration en faisant peu de cas des valeurs traditionnelles. Reichenau donna le mot d'ordre suivant: « Lançons-nous corps et âme dans le nouvel Etat, voilà le seul moyen de maintenir la position qui nous est due! » Cette mention de la « position qui nous est due » exprime sans ambages la prétention traditionnelle à une participation au pouvoir politique. Mais Reichenau dit encore: « . . . même le réactionnaire le plus opiniâtre ne peut s'attendre, à l'heure actuelle, à ce que nous ramenions l'horloge de l'histoire en arrière . . . Et dans ces circonstances, est-ce à nous de faire cavalier seul, avec nos sept divisions vétustes, dispersées sur tout le pays? Seuls les imbéciles peuvent concevoir une telle idée! Nous autres avons l'habitude de nous en tenir aux faits! »³³ Par cette appréciation de la situation il se distinguait nettement de von Fritsch. A son avis, la nouvelle répartition des pouvoirs ainsi que les changements profonds survenus dans la politique et dans la société prévaudraient contre les anciennes conceptions et traditions. Aussi n'hésitait-il pas à s'attaquer, le cas échéant, même aux « tabous » de la tradition prussienne, si le pouvoir politique de l'armée était en jeu. Le ministre, le général von Blomberg, abondait dans son sens.

On introduisit donc dans la Wehrmacht des symboles nationaux-socialistes, tels que l'aigle avec la croix gammée, on fit des concessions idéologiques inhumaines, par

³¹ HOSSBACH, *Zwischen Wehrmacht und Hitler*, p. 104.

³² Sur Reichenau cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) p. 53 f. et les mémoires de l'un de ses anciens collaborateurs: E. RÖHRICHT, *Pflicht und Gewissen. Erinnerungen eines deutschen Generals 1932-1944*, Stuttgart 1965 und S. v. LÜTTWITZ, *Soldat in vier Armeen*, (non-publié: Bundesarchiv-Militärarchiv N 10/9).

³³ K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) p. 53 f.

exemple l'acceptation de la législation raciste contre les non-aryens; ainsi, le commandement de la Wehrmacht ne réagit-il pas lorsque Hitler viola, voire supprima les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen.³⁴ A une telle occasion précisément, Reichenau, froidement calculateur, expliqua au corps des officiers qu'en somme la suppression de la liberté de la presse rapportait plus à l'armée qu'elle ne perdait de ce fait.³⁵ Le ministre s'efforça, par une propagande et un endoctrinement intensifs, sans trop d'égard pour les valeurs traditionnelles, de faire de l'armée une partie intégrante du nouveau régime et de la mettre par là sur un pied d'égalité avec le parti.

Cette différence de stratégie et du jugement de la situation entre le commandement des forces terrestres et le commandement de la Wehrmacht apparaissait entre autres dans le choix de principes régissant la formation du corps des officiers. Blomberg par exemple exigea dans une note d'instruction «une volonté commune et des relations de bonne camaraderie» avec les représentants des organisations nationales-socialistes, dénonçant à la fois l'«isolement des chefs militaires» et leur «comportement de grands seigneurs se réclament d'idées périmées», alors que von Fritsch fit remarquer dans une note d'instruction qu'avec la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes «notre peuple tout entier a commencé de se mettre au pas de l'armée, non seulement en apparence, mais encore en adoptant l'état d'esprit correspondant» et que l'officier était pour autant «le dépositaire de l'autorité publique et le symbole d'une conception allemande de la vie» – le général donnant de cette manière une définition classique de la prétention traditionnelle des militaires à un status d'élite, même au delà de leur domaine professionnel. Tout à fait dans cet esprit, il déclara que l'«officier conscient de son rang» était une «personnalité spirituellement libre», appartenant à une «classe choisie, particulièrement éprouvée et chargée d'une responsabilité extraordinaire», une sorte de clergé national.³⁶

Toutefois, malgré la pondération différente des intérêts, tant le Haut Commandement de l'Armée de Terre que celui de la Wehrmacht réagissaient vivement à tout empiétement des organisations du parti sur le domaine des forces armées; cela constituait à leur avis une infraction à la théorie des deux piliers!

Aussi, vers la fin de l'année 1935, le général von Reichenau protesta-t-il énergiquement contre les reproches de plus en plus nombreux que le parti faisait aux militaires: «Nous n'avons pas besoin de transformer le soldat en national-socialiste . . . Nous sommes nationaux-socialistes même sans livret de parti» et, bien entendu, «les meilleurs, les plus fidèles et les plus sérieux». Il précisa encore qu'un esprit révolutionnaire, que voudraient introduire dans les forces armées quelques «réformateurs provenant des Jeunesses hitlériennes et des S. A.», n'y était pas de mise. La Wehrmacht était «le seul, le dernier, le plus grand espoir du Führer». Par ailleurs, il faudrait tout d'abord s'occuper des nationaux-socialistes entrant dans l'armée pour en faire des soldats.³⁷

³⁴ Cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) p. 78ff. et M. MESSERSCHMIDT, *Wehrmacht im NS-Staat* (voir note 29) p. 40ff.

³⁵ RÖHRICHT (voir note 32) p. 42ff.

³⁶ Les instructions se trouvent dans la documentation: «Offiziere im Bild von Dokumenten», (cf. note 6) No. 101, No. 103.

³⁷ Reichenau, Discours au généraux commandant les régions militaires du 25. 11. 1935 (Bundesarchiv-Militärarchiv WK VII/1343).

En principe, le Haut Commandement de l'Armée de Terre et celui de la Reichswehr étaient d'accord pour adopter une attitude positive à l'égard du nouveau régime, et ils se faisaient la même idée du rôle que devrait jouer l'armée dans cet Etat. Ce n'est que sur les méthodes à appliquer pour assurer la position politique de l'armée qu'ils ne tombaient pas d'accord. Cette divergence d'opinions concernant les méthodes reflétait par ailleurs les différentes attitudes prises vis-à-vis du monde moderne. Le général von Fritsch représentait plutôt une position enracinée dans les idées d'avant l'ère industrielle. Il tenait aux valeurs et idéaux traditionnels et n'acceptait qu'avec répugnance ce qu'il aurait appelé »toutes ces innovations désagréables; les autos, les chars, etc.«; à ses yeux, l'origine et le caractère des élèves-officiers comptaient plus que le baccalauréat, cette preuve de qualification bourgeoise.³⁸ Le commandement de la Reichswehr, par contre, était d'avis que le monde s'était transformé et que l'élite traditionnelle était pour autant obligée de modifier sa façon de penser, si elle voulait survivre.

Le désaccord entre le Haut Commandement de l'Armée de Terre et le Haut Commandement de la Wehrmacht – représenté par le ministre de la guerre – en ce qui concerne les méthodes et la tactique à utiliser contribuait sans aucun doute à ce que Hitler réussit à éliminer progressivement l'armée en tant que facteur politique significatif et à en faire finalement un instrument efficace de sa politique. La controverse de méthodes et de tactique aidait en effet à saper la solidarité des cadres militaires. Cependant, la perte du pouvoir politique de l'armée s'explique avant tout par les profondes transformations politiques réalisées par Hitler et son parti ainsi que par les changements sociaux qui les accompagnaient en apparence. Le cumul de pouvoirs politiques en la personne de Hitler, comme par exemple la prise en charge de la présidence du Reich après la mort de Hindenburg, lourde de conséquences pour la puissance de l'armée, et la prestation du serment par les forces armées sur la personne du »Führer et chancelier du Reich«, puis l'introduction du service militaire obligatoire avec l'accroissement rapide des effectifs de l'armée, diminuant davantage l'homogénéité et la cohésion des vieux cadres; auparavant, l'évincement des partenaires de coalition nationaux-conservateurs dans le cabinet (Hugenberg et Papen) et l'extension poussée de l'appareil de répression mis à la disposition de l'Etat et du parti: tout cela a concouru fatalement à restreindre et affaiblir la position de l'élite militaire, à la réduire finalement à peu de chose. Une riposte de la part de l'élite militaire aurait été d'autant plus problématique que Hitler, tout en minant la position de celle-ci, parvenait à améliorer les conditions nécessaires pour réaliser les objectifs communs dans le domaine de la politique extérieure: selon toute apparence, le »Führer« avait réussi l'intégration de la nation – postérieurement, le général von Fritsch aurait exprimé avec résignation les idées qu'il se faisait à ce sujet en disant³⁹ que Hitler était arrivé à rallier les ouvriers à une politique prétendument »nationale«, cette importante couche sociale du peuple donc qui s'était dérobée, sous l'Empire allemand, à l'influence de l'élite militaire. En plus, Hitler semblait capable de garantir la préparation optimale à la »guerre technico-industrielle« par une mobilisation »totale« de toutes les forces de la nation.

³⁸ Cité par Smilo v. LÜTTWITZ (voir note 32) vol. I.

³⁹ Cité par FOERTSCH, Schuld und Verhängnis (voir note 5) p. 205.

En fait, la destruction de la position politique de l'élite militaire progressait dans la mesure où cette dernière considérait comme résolus les deux problèmes fondamentaux de son existence historique.

En appliquant à cette évolution les catégories de la continuité et de la discontinuité, on peut formuler une quatrième thèse :

Dans une perspective historique, il faut constater que la coupure décisive dans les relations entre politiques et militaires allemands n'intervint pas en 1933 mais en 1938.

Jusqu'à cette année et malgré toutes les divergences internes, il y avait toujours eu une continuité nette pour ce qui est des revendications politiques de l'élite militaire :

Conformément au rôle que les militaires germano-prussiens s'attribuaient traditionnellement – et en dépit de la controverse de tactique et de méthodes – les chefs de la Wehrmacht et en particulier ceux de l'Armée de Terre persistaient dans leur ambition de constituer dans l'Etat un facteur politique autonome, participant aux décisions et par là à l'exercice du pouvoir. La « théorie des deux piliers », mentionnée plus haut, laissait croire que les forces armées formaient conjointement avec le parti les deux éléments constitutifs du nouveau système. Il est vrai qu'il y eut, après la mort de Hindenburg en été 1934, un déplacement du centre des pouvoirs – et quelques militaires s'en rendirent sans doute compte;⁴⁰ mais on pouvait au moins se rassurer à penser (ce qui était certainement problématique) qu'après l'empereur et Hindenburg, ce serait désormais Hitler, le plus haut représentant de l'Etat, qui assurerait en sa personne l'union des pouvoirs politique et militaire.⁴¹

Cependant au printemps 1938, Hitler supprima les dernières expressions institutionnelles et personnelles de ce dualisme germano-prussien d'un régime à la fois politique et militaire. Dans la célèbre crise Blomberg-Fritsch, le ministre de la guerre et le commandant en chef de l'Armée de Terre ainsi qu'un nombre considérable de généraux furent relevés de leurs fonctions.⁴² Quelques mois plus tard, le général Beck, chef de l'état-major de l'Armée de Terre, fut limogé, lui-aussi, par Hitler.⁴³ Les défenseurs les plus marquants de l'armée considérée comme dépositaire traditionnel d'une mission politique se trouvaient ainsi évincés. Hitler prit alors directement le commandement suprême de toutes les forces armées qu'il exercerait lui-même, assisté par son état-major militaire, l'« Oberkommando der Wehrmacht » (l'Etat-Major Général des forces armées). Ne disposant plus d'une institution propre assurant leur représentation au sommet de l'hierarchie, les cadres militaires ne pouvaient plus jouer un rôle indépendant dans les affaires politiques. La discontinuité dans l'évolution historique du principe dualiste est évidente.

Les nouveaux dirigeants militaires représentaient cette discontinuité à plus d'un égard :

Ils n'avaient ni la capacité ni l'intention de faire respecter la conception d'un rôle indépendant que devrait remplir l'armée dans l'Etat. Ils n'aspiraient plus à une

⁴⁰ C'était le cas du général Ludwig Beck, chef d'état-major général de l'Armée de Terre : cf. K.-J. MÜLLER, *General Ludwig Beck* (voir note 20) p. 61-99.

⁴¹ Le général von Reichenau semblait avoir inspiré et amorcé, par un tel calcul politique, la fatale prestation du serment en 1934.

⁴² Cf. H. C. DEUTSCH, *Das Komplott oder die Entmachtung der Generale. Blomberg- und Fritsch-Krise. Hitlers Weg zum Krieg*, Zürich 1974.

⁴³ Cf. K.-J. MÜLLER, *General Ludwig Beck* (voir note 20) chap. VI.

participation au pouvoir politique. Ils limitaient tout à fait leur action au secteur professio-militaire et se contentaient d'exécuter les directives du chef de l'Etat, seul responsable dans le domaine politique. Cette attitude scellait l'échec de la conception de ceux qui avaient cru redonner à l'élite militaire traditionnelle une base politique plus solide en s'alignant sur le mouvement hitlérien. Hitler et son parti avaient apparemment résolu le problème national de l'intégration à leur propre avantage et aux frais des élites traditionnelles.

En schématisant un peu la complexité des optiques et motivations individuelles, on pourrait se permettre d'avancer la formule suivante: on avait vu échouer la conception de ces militaires qui, imbus de la tradition germano-prussienne avaient cru procurer à la vieille élite militaire une nouvelle base de légitimation en l'associant au mouvement de masses national-socialiste. Désormais domineraient les militaires qui n'avaient d'autres ambitions que celle d'être l'élite militaire professionnelle dans un système d'intégration nationaliste et totalitaire et qui considéraient ce système comme la meilleure organisation d'une nation au nouvel âge de la guerre technico-industrielle.⁴⁴ Dans cet ordre d'idées, on peut percevoir un autre lien continu rattachant ces derniers encore à certaines traditions germano-prussiennes: la continuité des objectifs de la politique extérieure. Le but de la politique intérieure, à savoir la création d'un Etat autoritaire, n'avait été atteint qu'au prix du renoncement, pour l'armée, à son ancien rôle politique; par contre, il était parfaitement possible de poursuivre, de concert avec Hitler et sous sa conduite, le but de la politique extérieure, la conquête par le Reich de l'hégémonie en Europe. Ce fut sans aucun doute ce mobile commun qui permit aux nouveaux dirigeants militaires de s'identifier au Troisième Reich, sinon au système national-socialiste.

Les nouveaux adjoints de Hitler auprès de l'Etat-Major Général des forces armées, notamment les généraux Keitel et Jodl, étaient des partisans fanatiques du »Führer« charismatique.⁴⁵ A leur avis, il était en effet seul capable de libérer dans le peuple et dans l'Etat les énergies nécessaires pour réaliser le grand but: assurer à la Grande Allemagne l'hégémonie de l'Europe.

Les hommes accédés au Haut Commandement de l'Armée de Terre, le général von Brauchitsch et le chef de son état-major, le général Halder, s'en tenaient volontairement à leurs attributions bien délimitées.⁴⁶ Ils ne prétendaient pas à un rôle indépendant de l'armée sous quelque forme que ce fût. Le général Halder hésitait de temps à

⁴⁴ C'était l'ambition de constituer une véritable élite politique, un facteur politique autonome dans l'état, qui distinguait l'un groupe de l'autre. Elle était à l'origine d'un antagonisme passionné entre les deux camps, représentés respectivement par Beck et Keitel. Quant aux exigences de la »guerre technico-industrielle«, par contre, il y avait une concordance à peu près totale entre les deux camps: en 1932 Keitel avait déjà demandé »la disponibilité totale de l'individu pour la défense nationale« (cf. GEYER, *Burgfrieden* (voir note 12) p. 85); Beck, à son tour, comme président du Comité exécutif du Conseil de Défense Nationale (Reichsverteidigungsrat), avait expliqué une année plus tard que »presque tous les secteurs de la vie publique et sociale sont d'importance absolue pour la défense nationale«! (Bundesarchiv-Militärarchiv: Wi I F 5/701, 8^e Session du Comité Exécutif).

⁴⁵ Sur Keitel cf. W. GÖRLITZ (Edit.), *Verbrecher oder Offizier* (voir note 5); sur Jodl cf. Luise JODL, *Jenseits des Endes. Leben und Sterben des Generaloberst Alfred Jodl*, Wien, München, Zürich 1976. Pour leurs idées politiques cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) p. 231 ff.

⁴⁶ Sur Brauchitsch cf. *ibid.*, p. 262 ff. et MESSERSCHMIDT, *Wehrmacht im NS-Staat* (voir note 28) chap. IV et V.

autre entre la prise en considération d'un coup d'Etat pour empêcher une guerre compromettant l'existence du Reich et la planification ingénieuse des campagnes éclair hitlériennes ainsi que leur exécution brillante.⁴⁷ Il avait reconnu plus nettement que son commandant en chef le caractère destructif et criminel du système. Néanmoins, il était incapable de s'échapper des structures institutionnelles et politiques qui déterminaient ses actions: il est surtout évident que l'idée d'une hégémonie allemande et les visées impérialistes exerçaient sur lui une fascination irrésistible, d'autant plus qu'elles semblaient être réalisables par les guerres éclair d'Hitler. Ces hauts officiers ne représentaient plus l'élite militaire classique, luttant pour la sauvegarde, dans la mesure du possible, de sa position politique. Leur attitude était plutôt celle d'une couche dominante traditionnelle qui s'était rendu compte de l'impossibilité de survivre en tant qu'élite politique indépendante. Mais il leur restait une chance de garder des positions clefs en tant qu'élite fonctionnelle. Ils acceptaient ce rôle plus ou moins consciemment; c'était une position réduite, celle de la dernière chance.

Mais en leur qualité d'élite fonctionnelle ils étaient en principe remplaçables. Cela se montra au paroxysme de la crise de l'hiver 1941, où Hitler s'attribua aussi les fonctions du commandant en chef des forces terrestres.

L'abdication de principe des dirigeants militaires en tant qu'élite politique se traduisait également par leur consentement à partager, dans le cadre de la défense du pays et de la conduite de la guerre, des fonctions importantes, non pas directement et strictement militaires, avec d'autres organes de l'Etat et même du parti, par exemple dans le domaine de l'économie militaire ou dans celui de la coordination de l'ensemble des problèmes concernant la défense du pays. En assumant, en 1933/34, la présidence au comité exécutif du conseil de la défense du Reich (Reichsverteidigungsrat), Beck avait manifesté la volonté de l'élite militaire de diriger tous les secteurs étatiques et sociaux de la défense du pays.⁴⁸ Par contre, à partir de 1938, les chefs militaires cédaient, peu à peu, même des fonctions militaires classiques à d'autres organes. Citons à titre d'exemple la réduction, acceptée plus ou moins volontairement, du pouvoir exécutif dans les territoires occupés, pouvoir dont s'étaient emparés dans une large mesure le parti et les S. S.⁴⁹ Il en était de même du secteur d'armements. Que les membres de l'élite militaire fonctionnelle soient en principe interchangeables, même dans leur propre sphère, c'est-à-dire dans leur domaine professionnel, cela s'avéra finalement en 1944, quand Himmler, le »Reichführer S. S.« (chef des sections de protection) prit le commandement en chef de l'armée territoriale, quand il avança temporairement jusqu'au poste de commandant en chef d'un groupe d'armées, quand passèrent sous ses ordres les nouvelles »Volksgrenadier-Divisionen« (divisions d'in-

⁴⁷ Sur Halder cf. K.-J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) et H. C. DEUTSCH, *Verschwörung gegen den Krieg. Der Widerstand in den Jahren 1939-1940*, München 1969; une source importante: H. GROSCURTH, *Tagebücher eines Abwehroffiziers 1938-1940, mit weiteren Dokumenten zur Militäropposition gegen Hitler*, herausgegeben von H. KRAUSNICK und H. C. DEUTSCH, Stuttgart 1970 (= *Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte*, vol. 19); H. Gräfin SCHALL-RIAUCOUR, *Aufstand und Gehorsam. Offizierstum und Generalstab im Umbruch, Leben und Wirken von Generaloberst Franz Halder, Generalstabschef 1938-1942*, Wiesbaden 1972 (tendance apologétique).

⁴⁸ Cf. K.-J. MÜLLER, *General Ludwig Beck* (voir note 20) p. 108 sq.

⁴⁹ Cf. H. UMBREIT, *Deutsche Militärverwaltung 1938/39. Die militärische Besetzung der Tschechoslowakei und Polens*, Stuttgart 1977.

fanterie »populaires«), l'administration des réserves et le service de renseignements militaire.⁵⁰

Ce processus de la transformation d'une élite politique en élite purement fonctionnelle peut être qualifié de révolutionnaire dans l'histoire militaire de l'Allemagne. Pendant plus d'un siècle, le dualisme germano-prussien avait marqué les relations entre les militaires et la politique civile. Ce ne fut qu'en 1938, sous le »III^e Reich«, que le corps des officiers allemand se transforma, pour la première fois dans son histoire, en un simple organe exécutif des dirigeants politiques. L'élite militaire traditionnelle avait fait naufrage en tant qu'élite politique en se ralliant au chef du mouvement de masses national-socialiste. Certes, les profonds changements politiques et sociaux, provoqués par l'industrialisation du pays, ensuite par la première guerre mondiale et enfin par les crises économiques de l'après-guerre, constituaient les préalables historiques de ce processus donnant un tour décisif, voire révolutionnaire à l'histoire militaire de la Prusse et de l'Allemagne. Mais il fallait l'erreur fatale commise par les élites nationales-conservatrices et par l'élite militaire pour en faire une réalité. Fort de l'attrance de son mouvement de masses et des fondations du système créées, au moins temporairement, par voie plébiscitaire, Hitler réussit à contre-balancer parfaitement les vieilles couches dirigeantes. La réaction de celles-ci restait alors pratiquement paralysée, car le régime hitlérien paraissait leur offrir les moyens de réaliser leurs buts politiques dans les domaines intérieur et extérieur. Séduites par la concordance trompeuse des objectifs visés, elles ignoraient qu'il n'y avait, tout au plus, qu'une concordance partielle et que les visées ultérieures d'Hitler devaient ruiner leur propre puissance et, en dernière analyse, l'Etat allemand. Les espoirs de cette élite, à savoir de résoudre avec le concours d'Hitler les problèmes fondamentaux de l'intégration et de la mobilisation de la nation, ne s'étaient pas accomplis. C'est le contraire qui se produisit. Beaucoup d'Allemands étaient convaincus, au moins temporairement, qu'Hitler leur fournirait le meilleur système susceptible de remplacer la société traditionnelle des classes. Il avait les moyens – paraissait-il – de réaliser les rêves d'une grande partie de la nation. Devant cette attente illusoire des masses du peuple et devant la confiance qu'elles avaient dans les promesses du régime national-socialiste, les vieilles couches dirigeantes n'avaient aucune chance.⁵¹

La cinquième thèse s'inscrit enfin dans le cadre d'interprétation historique qui vient d'être tracé: presque tous les conflits d'importance opposant des membres de l'élite militaire au parti peuvent être interprétés comme autant d'essais d'empêcher ce processus »révolutionnaire« ou même de le renverser. C'étaient, premièrement, des tentatives de conserver ou de restituer au régime le caractère d'»entente« de l'an 1933. C'est le cas de ce que l'on a appelé l'affaire Röhm, où l'armée, collaborant avec Hitler et les S. S., joua un rôle capital dans le démantèlement des S. A. Les S. A., sous les ordres d'Ernst Röhm, constituait un danger pour la position politique et sociale du corps des officiers; les ambitions militaires de Röhm menaçaient le monopole d'armement de l'armée; sa réclamation d'une »deuxième révolution«, d'un »socialisme

⁵⁰ Cf. H. HÖHNE, *Der Orden unter dem Totenkopf, Die Geschichte der SS*, Gütersloh 1967.

⁵¹ Cf. D. SCHOENBAUM, *Die braune Revolution*, Köln, Berlin 1968; R. DAHRENDORF, *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*, München 1971 et T. MASON, *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft. Dokumente und Materialien zur deutschen Arbeiterpolitik 1936–1939*, Opladen 1975.

national« dans un Etat-S. A., portait atteinte à la prédominance de l'élite militaire dans les domaines politique et social.⁵²

C'étaient, deuxièmement, des tentatives de mettre les objectifs visés sur le plan étranger à l'abri d'une politique jugée hasardeuse et irresponsable.

La politique d'opposition pratiquée en été 1938 par le général Beck, chef de l'état-major général, en est un exemple. Beck ne rejetait pas d'une manière globale le plan d'une guerre contre la Tchécoslovaquie, il s'opposait tout simplement avec énergie à une guerre déclenchée inopportunément et dans des conditions défavorables.⁵³

Ce n'est qu'à partir d'un certain moment, c'est-à-dire quand on comprit que Hitler lui-même – et non pas de prétendues «forces extrémistes» du parti – poursuivait ce processus révolutionnaire, cette négation du caractère d'entente du système, que la réaction d'une partie de l'élite militaire prit une dimension telle que l'on pouvait la qualifier d'opposition ou de résistance.⁵⁴ Toutefois, une partielle impression se développa exclusivement au sein de ce groupe relativement restreint de militaires qui – parfois sans s'en rendre compte – se considéraient encore comme une élite politique ou qui se faisaient de nouveau, en affrontant le système national-socialiste, cette idée d'eux-mêmes. Les meilleurs se refusèrent donc à être réduits en cadres purement fonctionnels et étaient prêts à en assumer les conséquences jusqu'à la mort. Pour eux, le mot «l'élite» avait retrouvé, pour un moment de l'histoire, son véritable sens.

En raison du statut d'élite politique qu'ils réclamaient, leur disposition à la coopération et à la collaboration connaissait des limites au delà desquelles commençaient pour eux l'opposition et la résistance.

Cependant, pour la majorité du corps des officiers – qui avait subi depuis le début de l'armement de profondes transformations personnelles – la dépréciation de l'ancienne élite en la rendant purement fonctionnelle n'a pas, malgré certaines critiques dans le détail, modifié essentiellement le consensus fondamental avec Hitler et son régime. A cette loyauté d'une majorité et à cette opposition d'une minorité correspondaient des divergences entre les dirigeants militaires quant aux valeurs à défendre et aux objectifs à poursuivre en priorité. Les officiers qui passaient progressivement à une opposition de principe à l'hitlérisme trouvaient dans les aspirations politiques de l'élite militaire leur mobile décisif et essentiel; par contre, ce sont les objectifs de la politique étrangère ainsi que la préparation et la conduite d'une guerre engageant la société tout entière qui étaient considérés comme les mobiles essentiels de leur action par ceux des militaires qui se contentaient de leur statut d'élite fonctionnelle.

Apparemment, l'idée d'une hégémonie de l'Europe ou, plus encore, l'idée d'une Allemagne élevée au rang de puissance mondiale ainsi que la mise en oeuvre d'une militarisation totale de la nation à l'âge de la guerre technico-industrielle leur semblait avoir assez de poids pour compenser la perte de pouvoir sur le plan intérieur. Quoi

⁵² Cf. Ch. BLOCH, *Die SA und die Krise des NS-Regimes 1934*, Frankfurt a. M. 1970; H. BENNECKE, *Die Reichswehr und der »Röhm-Putsch«*, München 1964; K.-J. MÜLLER, *Reichswehr und »Röhm-Affäre«*, in: *Militärgeschichtliche Mitteilungen* Nr. 1 (1968) et du même auteur, *Das Heer und Hitler* (voir note 2) chap. III.

⁵³ Cf. K.-J. MÜLLER, *General Ludwig Beck* (voir note 20) chap. 6.

⁵⁴ K.-J. MÜLLER, *Die deutsche Militäropposition gegen Hitler. Zum Problem ihrer Interpretation und Analyse*, in: *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933–1945*, Paderborn 1980, p. 101–123.

qu'il en soit, la loyauté continue témoignée à Hitler par de hauts militaires ne s'explique sans doute pas suffisamment par une mentalité bornée de professionnels militaires.

Ce consensus continuait d'exister même quand Hitler lança la campagne contre l'Union soviétique sous la forme d'une guerre d'extermination. L'élite militaire, privée de tout pouvoir politique, tenait cette guerre contre l'U.R.S.S. pour la reprise des conceptions de la politique étrangère et militaire pratiquée pendant la première guerre mondiale; elle l'interprétait aussi comme une lutte à outrance contre l'idéologie politique et sociale d'un ennemi qui représentait la menace la plus dangereuse depuis la révolution de 1918. La perte de pouvoir subie sur le plan intérieur était donc compensée du point de vue de la politique extérieure et de l'idéologie. Or, de cette manière, les cadres militaires se voyaient obligés – comme l'a exprimé Andreas Hillgruber⁵⁵ – »d'assumer, pour la plupart d'entre eux indirectement, pour quelques – uns pourtant directement, une part de la responsabilité de cette guerre d'extermination singulière menée par Hitler sur le territoire de l'Union Soviétique«. Sa complicité dans la guerre contre l'U.R.S.S. scella la ruine politique et historique de cette classe militaire.

Ainsi avait échoué – pour le résumer dans la perspective exposée ci-dessus – la tentative de l'élite militaire traditionnelle de conserver, à travers les profonds changements politiques, idéologiques et socio-économiques du XX^e siècle, par l'entente avec le mouvement de masses national-socialiste, la position privilégiée historique du corps d'officiers allemands et de soutenir à la fois le défi tant politique que professionnel que signifiait pour cette élite dominante la »guerre technico-industrielle«.

Cette tentative ruina toutefois définitivement la couche dirigeante traditionnelle, et elle contribua à détruire l'Etat national allemand.

⁵⁵ A. HILLGRUBER, *Militarismus am Ende der Weimarer Republik und im ›Dritten Reich‹*, in: *Großmachtpolitik und Militarismus im 20. Jahrhundert*, Düsseldorf 1971, p. 49 sq.